

Conseil général du

30.06.2014

RAPPORT

NO 54

DU CONSEIL COMMUNAL

- a) Discuter et préaviser le projet de convention de délégation de compétences entre la Commune des Bois et le Syndicat pour la gestion des biens propriété des communes des Franches-Montagnes***
- b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote***

Depuis maintenant deux ans, notre commune a introduit le système de la perception de la taxe au sac pour le service des déchets.

Ce nouveau système a permis de diminuer d'une façon sensible le volume des déchets et, par conséquent, de réduire le coût ascendant du service de ramassage des déchets.

Dans un premier temps, nous avons fait cavalier seul puisque les autres communes des Franches-Montagnes n'ont pas souhaité se joindre à nous pour étudier l'introduction de cette taxe sur l'ensemble du territoire taïnon (à l'exception des communes de Lajoux et des Genevez qui sont rattachées à Celtor, organisation qui connaît déjà le principe de la taxe au sac).

Pressées par les instances cantonales et en raison de décisions du Tribunal de première instance contraires à leur intérêt, celles-ci se sont vues inviter à introduire le principe de la taxe au sac dans les meilleurs délais.

Dès lors, les communes des Franches-Montagnes se sont attelées à étudier l'introduction de la taxe au sac sur l'ensemble de leur territoire.

Afin d'éviter les coûts relatifs à la fabrication de sacs spécifiques pour chaque commune, il a été proposé que l'élimination des déchets urbains combustibles (ordures ménagères) soit gérée au niveau régional comme cela se fait pour les communes du Canton de Neuchâtel, de l'Ajoie et du district de Delémont). Par contre, chaque commune conservera son organisation spécifique pour l'organisation et l'élimination des autres déchets (cassons encombrants, papier, ferraille, cartons, etc...).

L'organisation de ce nouveau service nécessite de déléguer une partie des compétences des communes à l'entité chargée de cette tâche. Pour les Franches-Montagnes, les Conseils communaux ont choisi de déléguer cette tâche au Syndicat pour la gestion des biens propriété des communes des Franches-Montagnes, évitant ainsi la création d'une nouvelle entité régionale.

Une telle décision doit être approuvée par les ayants-droit au vote, soit l'Assemblée communale. Conformément à l'article 16 du Règlement d'organisation de la Commune des Bois, cette compétence appartient dans notre commune au corps électoral car nous n'avons plus d'Assemblée communale.

Comme mentionné plus haut, il n'est pas intéressant de faire cavalier seul dans ce domaine. Aussi, le Conseil communal propose-t-il d'accepter cette délégation de compétences afin de permettre la régionalisation du ramassage des ordures ménagères (déchets urbains combustibles, DUC).

Syndicat pour la Gestion des biens propriété des communes des Franches-Montagnes
(Syndicat pour la Gestion des Biens)

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCES

entre

La commune des Bois

d'une part

et

Le Syndicat pour la Gestion des Biens (Syndicat pour la gestion des biens propriété des communes des Franches-Montagnes)

d'autre part

PREAMBULE

L'objet de la présente convention est d'établir le rôle et le champ de compétences du Syndicat pour la Gestion des Biens dans le cadre du projet lié à l'étude et à l'introduction de la taxe causale des déchets (taxe au sac) et à son élargissement aux communes des Franches-Montagnes intéressées.

Cette convention sert à officialiser la délégation des compétences de la commune au Syndicat pour la Gestion des Biens pour la durée de mise en place du projet et la gestion de la taxe harmonisée jusqu'au moment où ces tâches seraient confiées à une autre entité publique.

Cette convention remplace celle du 17 juillet 2013 dès son acceptation par l'organe compétent.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Conformément à l'art. 2 du règlement sur les déchets les tâches suivantes sont déléguées au Syndicat pour la Gestion des Biens :

- a. procéder, selon la loi sur les marchés publics, à l'appel d'offres pour la fabrication et la vente des sacs
- b. procéder à l'adjudication du mandat au fabricant des sacs
- c. fixer le prix du sac harmonisé
- c. gérer la perception des taxes provenant de la vente des sacs (et vignettes) et d'assurer les dépenses qui y sont liées (fabrication, distribution, vente, etc)
- d. redistribuer à la commune le surplus des taxes non utilisées sous lettre d. au prorata des tonnages des déchets urbains incinérés par la commune à Vadec (sans les déchets encombrants combustibles ou autres déchets arrivant par une autre collecte)

1. Engagement de la commune

La Commune s'engage à fixer les montants de la taxe du sac aux prix qui seront proposés par le Syndicat pour la Gestion des Biens.

2. Engagement du Syndicat de Gestion des Biens

Le Syndicat pour la Gestion des Biens s'engage à fournir à la Commune toutes les informations ayant pu déterminer le calcul du prix des sacs et le calcul des ristournes.

3. Coûts

Les coûts nécessaires à remplir les tâches confiées sont contenus dans le prix du sac.

4. Durée

La présente convention prend effet à la date de sa signature et se prolonge jusqu'au transfert de la délégation des compétences à une autre entité publique (p. ex nouveau Syndicat de communes en discussion) ou à sa dénonciation.

5. Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie moyennant un délai d'annonce d'un an pour la fin d'une année civile.

Ainsi adopté en votation populaire, le

**Au nom de la
Commune municipale de « Les Bois »**

Le président : Le secrétaire :

Syndicat pour la Gestion des Biens

La Présidente :

La secrétaire :

Anne-Marie Balmer

Isabelle Aubry

Discuter et approuver la modification de l'article 29 du règlement SISFMO

Suite à l'opposition d'un sapeur-pompier contre l'amende (en l'occurrence Fr. 20.–) qui lui a été infligée pour absence à un exercice, nous nous sommes aperçus que l'ordonnance cantonale sur les SIS et par conséquent le règlement du SISFMO comportent une lacune sur laquelle s'est notamment appuyé ce citoyen pour argumenter son opposition. Par chance, jusqu'à présent, personne n'avait été assez formaliste pour aller chercher ce vice de forme au niveau du règlement.

En fait, l'article 29 du Règlement du SISFMO, qui régit les absences aux exercices, ne stipule ni que les excuses doivent être formulées par écrit ni n'indique un délai imparti pour le faire :

Art. 29 1 La participation aux exercices et aux cours de formation est obligatoire.

2 Sont considérés comme motifs d'excuse :

- la maladie de l'intéressé, attestée par un certificat médical;
- la maladie grave ou le décès d'un proche;
- le service militaire;
- la grossesse et l'allaitement.

3 La commission du SIS décide souverainement si d'autres motifs

Afin de corriger cette lacune, il a été proposé de modifier cet article de la manière suivante :

Art. 29 1 La participation aux exercices et aux cours de formation est obligatoire.

2 Sont considérés comme motifs d'excuse :

- la maladie de l'intéressé, attestée par un certificat médical;
- la maladie grave ou le décès d'un proche;
- le service militaire;
- la grossesse et l'allaitement.

2 Les excuses doivent être envoyées sous forme écrite (lettre ou courriel) au responsable de la section locale et ceci dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle a eu lieu l'exercice concerné par l'absence.

3 La commission du SIS décide souverainement si d'autres motifs d'excuse peuvent être admis dans des circonstances particulières.

La proposition de modification (en rouge) a été soumise au Service des communes qui l'a approuvée.

Discuter et approuver le nouveau règlement d'impôt de la commune municipale de «Les Bois »

Au début de l'année, le Conseil communal a été invité par le Service des communes à procéder à la révision de son règlement d'impôt. Il motive sa demande par le fait que plusieurs nouveautés ont été introduites sur le plan fiscal, notamment le guichet virtuel et la swiss ID. Cela nécessite et permet une redéfinition des compétences. Dès lors, une révision de notre réglementation communale en la matière s'imposait.

Le nouveau règlement a été repris tel que proposé par le Service des communes. A sa lecture, vous constaterez que la marge de manœuvre communale est très restreinte. En somme, la commune ne peut adapter que l'article 8 (nombre de membres de la commission d'estimation qui a été fixé à 7 membres) et l'article 17 (montant de l'amende Fr. 1000.-), les autres articles découlent des dispositions légales cantonales. Au vu de ce qui précède, le Conseil communal a renoncé à soumettre ce règlement en procédure d'examen auprès des partis et vous le propose tel qu'il a été reçu du service des communes.

REGLEMENT D'IMPOT

de la commune de L e s B o i s

La commune municipale de Les Bois,

vu l'article 107 de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI) et
les dispositions du règlement communal d'organisation et
d'administration

arrête

le règlement d'impôt ci-après :

SECTION I : Organes communaux

Article premier Les organes compétents en matière fiscale
sont :

- a) l'assemblée communale;
- b) le conseil communal;
- c) la commission communale d'estimation;
- d) le teneur des registres d'impôts;
- e) le caissier communal;
- f) le teneur du contrôle des habitants.

SECTION II : Compétences des organes communaux

Art. 2 L'assemblée communale a les attributions suivantes :

- a) fixer chaque année, lors du vote du budget, la quotité des impôts ordinaires à l'exception des impôts dus par les sociétés holding et les sociétés de domicile (art. 106 LI);
- b) fixer chaque année, lors du vote du budget, le taux de la taxe immobilière dans les limites prévues par la loi d'impôt (art. 114, al. 2 et 4 LI);
- c) déterminer le genre et le montant des impôts extraordinaires perçus par la commune, pour lesquels des règlements spéciaux doivent être établis (art. 116 et 117 LI).

Art. 3 * Le conseil communal exerce la haute surveillance en matière fiscale. Il exécute les décisions prises par l'assemblée communale.

* Il nomme les membres de la commission communale d'estimation.

* Il règle la perception des impôts dont l'encaissement incombe à la commune.

* Il exerce tout autre droit et assume toute autre obligation que lui confère la législation fiscale.

Art. 4 Le conseil communal préavise :

- a) les demandes de facilités de paiement (art. 184 LI) et en remise d'impôt (art. 185, al. 2 LI);
- b) les déclarations d'impôt des personnes morales et, à sa demande, celles relatives aux gains immobiliers (art. 23, al. 2 du décret concernant la taxation);
- c) les demandes d'allègements (art. 4 LI) et de privilèges fiscaux (art. 5, 83, al. 3 et 84, al. 4 LI).

Art. 5 * En présence d'un cas de partage, le conseil communal revendique la part d'impôt communal auprès de la commune de taxation (art. 12 et 13 du décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes).

* Il recourt au besoin contre les plans de partage intercommunaux (art. 109, al. 2 LI).

* Il est compétent pour intenter l'action en constatation du droit à une part de l'impôt communal (art. 15 du décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes).

Art. 6 * Le conseil communal traite des réclamations contre la taxe immobilière lorsque celle-ci a été notifiée par la commune (art. 25 du décret concernant la taxation).

* Il est compétent pour former réclamation ou recours contre les décisions rendues par les instances cantonales en matière de :

- a) détermination du lieu de taxation (art. 152, al. 2 LI);
- b) taxation (art. 157 à 168 LI), révision (art. 171 LI), correction d'erreurs de calcul et de transcription (art. 172 LI) et rappel d'impôt (art. 175, al. 3 LI);
- c) remise d'impôt (art. 186, al. 3 LI) et restitution de l'impôt (art. 188, al. 3 LI);
- d) infractions fiscales (art. 206, al. 3 LI).

Art. 7 La commission communale d'estimation se compose de cinq membres, nommés pour quatre ans.

Elle exerce les attributions suivantes :

- a) évaluer les immeubles d'après les normes établies par la commission cantonale d'estimation, auxquelles elle est liée (art. 213 et 123, al. 4 aLI; décret concernant la révision générale des valeurs officielles);
- b) rectifier les valeurs officielles au début de chaque période de taxation en inscrivant les changements de fait et de droit survenus aux immeubles (art. 125 et 126 aLI).

Art. 8 Le teneur des registres d'impôts a les attributions suivantes :

- a) contrôler l'état des contribuables que lui soumet le Service des contributions et tenir celui de la commune;
- b) adresser aux contribuables les déclarations d'impôts et les formules annexes;
- c) envoyer sans délai les états des titres au Bureau des personnes morales et des autres impôts, et les déclarations d'impôts des personnes physiques à la Section des personnes physiques (art. 155, al. 2 LI et 21 du décret concernant la taxation), et procéder aux rappels nécessaires pour les déclarations manquantes (art. 154, al. 2 LI et 19 du décret concernant la taxation);
- d) annoncer au Service des contributions les nouveaux contribuables, les personnes décédées ainsi que les changements d'adresse et autres mutations;
- e) dénoncer au Service des contributions les infractions et les délits fiscaux (art. 143, al. 1 LI);
- f) calculer les impôts échus en cas de départ du contribuable de Suisse (art. 27, al. 2 du décret concernant la taxation);
- g) tenir le registre des valeurs officielles;
- h) tenir le registre des personnes soumises à l'impôt à la source;
- i) tenir le registre des revendications en matière de partages intercommunaux, établir les avis de revendication et préaviser les revendications qui lui parviennent d'autres communes à l'intention du conseil communal (art. 12 et 14 du décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes);
- j) préaviser les déclarations d'impôts des personnes physiques (art. 7, al. 2 du décret concernant la taxation);
- k) assumer le secrétariat de la commission communale d'estimation.

Voir approbation

Art. 9 Le caissier communal encaisse les impôts perçus par la commune, en particulier les impôts cantonaux et communaux échus lors du départ d'un contribuable qui quitte le Canton.

Art. 10 Le teneur du contrôle des habitants établit à l'intention du teneur des registres d'impôts la liste des personnes qui prennent séjour dans la commune, s'y établissent ou la quittent.

Art. 11 Les membres des autorités communales, les fonctionnaires et employés de la commune sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur charge ou de leur fonction (art. 131 LI).

* L'article 130, alinéa 1 LI est applicable par analogie en ce qui concerne la récusation des membres des autorités et des employés et fonctionnaires communaux.

SECTION III : Les registres d'impôts communaux

Art. 12 Le registre d'impôt communal est établi sur la base du journal de facturation et des copies des bordereaux fournis par le Service des contributions.

* Le teneur des registres d'impôts tient le contrôle de la taxation et de la perception de l'impôt communal afférent aux taxations spéciales (art. 62 et 63 LI) ainsi que de la taxe immobilière.

Art. 13 Le teneur des registres d'impôts tient un registre spécial pour :

- a) les impôts municipaux extraordinaires (art. 116 LI);
- b) les parts au produits de la taxe des successions et donations (art. 40 LTSD);
- c) les prestations du fonds cantonal de compensation financière.

Art. 14 Les registres d'impôts municipaux renferment les inscriptions nécessaires pour justifier les créances fiscales.

Art. 15 Le registre des valeurs officielles est établi sur la base des données fournies par le Service des contributions.

Art. 16 Le teneur des registres d'impôts conserve les avis de revendication sous forme de registre ou de toute autre manière.

SECTION IV : Perception des impôts municipaux

Art. 17 L'encaissement des impôts municipaux extraordinaires fait l'objet d'un règlement particulier.

SECTION V

Dispositions finales

Art. 18. Le présent règlement communal sur les impôts du 3 septembre 1991 est approuvé.

Art. 19. Le présent règlement entrera en vigueur dès son approbation par le Service des communes de la République et Canton du Jura.

Adopté par l'Assemblée communale du 3 juillet 1991.

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président :
Henri Gilliat

Le Secrétaire :
Alain Poncelet

ATTESTATION DE DEPOT

Le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal vingt jours avant et vingt jours après l'assemblée communale au cours de laquelle il a été accepté.

Pendant le délai légal, il n'a fait l'objet d'aucune opposition.

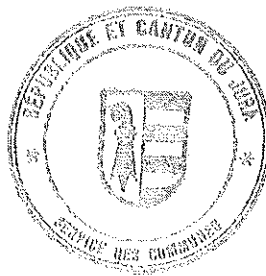
Les Bois, le 16 août 1991

Le Secrétaire communal
A. Poncelet

APPROUVÉ
sous/sans réserve

- 2 SEP 1991

Delémont, le
Le Chef du Service des communes





REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Service des communes

Delémont, le 2 septembre 1991/pb

A P P R O B A T I O N

No 838 Commune municipale des Bois - Règlement d'impôt

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale des Bois le 8 juillet 1991, est approuvé par le Service des communes de la République et Canton du Jura avec la réserve suivante :

Article 8

f) en cas de départ du contribuable du Canton

Le conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.

Le ~~Chief~~ du Service des communes

Jean-Louis Sangsue



Copie : Juge administratif des Franches-Montagnes
Service des contributions

REGLEMENT D'IMPÔT de la commune municipale de Les Bois

La commune municipale de Les Bois

- vu la Loi sur les communes du 9 novembre 1978¹;
- vu la Loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)²;
- vu le Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes du 22 décembre 1988³;
- vu le Décret concernant le partage d'impôt entre les communes jurassiennes du 22 décembre 1988⁴;
- vu l'Arrêté portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) du 5 septembre 2012⁵;
- vu le Règlement d'organisation de la commune de Les Bois

arrête :

I. ORGANES COMMUNAUX

Article premier

Les organes compétents en matière fiscale sont:

- a) le conseil général;
- b) le conseil communal;
- c) le teneur des registres d'impôts;
- d) le caissier communal;
- e) la commission communale d'estimation.

Article 2

Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

II. COMPETENCES DES ORGANES COMMUNAUX

Article 3

Le conseil général a les attributions suivantes:

- a) la fixation chaque année, lors du vote du budget, de la quotité des

¹ RSJU 190.11

² RSJU 641.11

³ RSJU 641.511

⁴ RSJU 641.41

⁵ RSJU 170.41

impôts ordinaires à l'exception des impôts dus par les sociétés holding et les sociétés de domicile (art. 106 LI);

- b) la fixation chaque année, lors du vote du budget, du taux de la taxe immobilière dans les limites prévues par la loi d'impôt (art. 114, al. 2 et 4 LI);
- c) la détermination du genre et du montant des impôts extraordinaires perçus par la commune, pour lesquels des règlements spéciaux doivent être établis (arts 116 et 117 LI).

Article 4

¹ Le conseil communal, en qualité d'autorité fiscale communale ordinaire, assume les obligations et exerce les droits conférés à la commune en matière fiscale par la loi, un décret ou une ordonnance (art. 6 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

² Il peut déléguer au teneur des registres d'impôts les travaux relatifs à la taxation et au caissier ceux relatifs à la perception (art. 7 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

³ Le chef du dicastère des finances exerce la surveillance sur le teneur des registres d'impôts et le caissier (art. 7b Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

⁴ Le conseil communal exerce la haute surveillance sur le teneur des registres d'impôts et le caissier (art. 7b Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

Article 5

Le conseil communal a en particulier les attributions suivantes:

- a) la nomination du teneur des registres (art. 7a Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes);
- b) la nomination des membres de la commission communale d'estimation (art. 8 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes) si elle n'est pas de la compétence d'un autre organe;
- c) la perception des impôts cantonaux dont l'encaissement incombe à la commune, en cas de départ du contribuable à l'étranger (art. 27 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes);
- d) les préavis relatifs aux demandes de remise d'impôt (art. 185 al. 2 LI);
- e) la revendication, en cas de partage, de la part d'impôt communal auprès de la commune de taxation (art. 12 Décret concernant le

partage de l'impôt entre les communes jurassiennes);

- f) la contestation de la revendication, en cas de partage, de la part d'impôt communal auprès de la commune revendiquante (14 Décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes);
- g) la requête en constatation du droit à une part de l'impôt communal, en cas de partage, auprès du Bureau des personnes morales (art. 15 Décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes);
- h) le recours contre le plan de répartition de l'impôt entre les communes intéressées (arts 109 al. 2 LI, 18 Décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes);
- i) le traitement des réclamations contre la taxe immobilière (arts 115 al. 2 LI, 25 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes);
- j) la réclamation et le recours contre les décisions rendues par les instances cantonales en matière de détermination du lieu de taxation (art. 152 al. 3 LI), taxation (arts 157 à 168 LI), révision (art. 171 al. 4 LI), correction d'erreurs de calcul et de retranscription (art. 172 al. 2 LI), rappel d'impôt (art. 175 al. 3 LI), remise d'impôt (art. 186 al. 3 LI), restitution de l'impôt (art. 188 al. 3 LI), infractions fiscales (art. 206 al. 6 LI).

Article 6

¹ Par délégation du conseil communal, le teneur des registres d'impôts a notamment les attributions suivantes:

- a) le contrôle de l'état des contribuables que lui soumet le Service des contributions et la tenue de celui de la commune (arts 17, 22 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes);
- b) l'envoi aux contribuables des déclarations d'impôts et des formules annexes (art. 153 LI);
- c) l'annonce des éléments fiscaux incorrects ou non déclarés (art. 143 al. 1 et 2 LI);
- d) la transmission au service des contributions, jusqu'au 15 juin, de l'ensemble des dossiers fiscaux (arts 155 LI, 21 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes) et les rappels nécessaires pour les déclarations manquantes (arts 154, al. 2 LI, 19 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes);
- e) l'annonce au service des contributions des nouveaux contribuables, des personnes décédées ainsi que des changements d'adresse et autres mutations (art. 153 al. 2 LI);
- f) le calcul et la perception des impôts échus en cas de départ à l'étranger du contribuable (art. 27 al. 2 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes);

- g) la tenue du registre des valeurs officielles (43a al. 2 LI);
- h) la tenue du registre des personnes soumises à l'impôt à la source (art. 33 Ordonnance sur l'imposition à la source);
- i) la tenue du registre des revendications en matière de partages intercommunaux, l'établissement des avis de revendication et les préavis relatifs aux revendications qui lui parviennent d'autres communes à l'intention du conseil communal (arts 12 et 14 Décret concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes);

² Le teneur des registres d'impôts dispose des données nécessaires à la taxation et à la perception fiscale mises à disposition par l'intermédiaire du guichet virtuel sécurisé. Les droits d'accès sont octroyés par le service des contributions et limités aux données y relatives (arts 7 et 7c Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

Article 7

¹ Le caissier communal encaisse les impôts perçus par la commune, en particulier les impôts cantonaux et communaux échus lors du départ à l'étranger d'un contribuable (art. 27 al. 2 Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

² Sur autorisation du teneur des registres d'impôts, le caissier communal dispose des données nécessaires à la perception et au recouvrement des impôts par l'intermédiaire du guichet virtuel sécurisé. Les droits d'accès sont octroyés par le service des contributions et limités aux données y relatives (art. 7a al. 2 et 7c Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

Article 8

La commission communale d'estimation, composée de 3 membres, nommés par le conseil général pour la durée de la législature, a les attributions suivantes:

- a) dans le cadre de l'évaluation des immeubles et des forces hydrauliques, la proposition des prix de base servant à déterminer la valeur vénale des terrains (art. 27 al. 1 Décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques);
- b) l'engagement de la procédure de mise à jour ordinaire et extraordinaire des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques (art. 32 al. 2 Décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques);
- c) la délégation d'un représentant pour accompagner l'estimateur cantonal lors de la visite des lieux (art. 27 al. 2 Décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques).

Article 9

Le teneur du contrôle des habitants établit à l'intention du teneur des registres d'impôts la liste des personnes qui prennent séjour dans la commune, s'y établissent ou la quittent.

Article 10

¹ Les membres des autorités fiscales communales et les employés communaux sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur charge ou de leur fonction (arts 131 LI, 7d Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes).

² L'article 130, alinéa 1 LI est applicable par analogie en ce qui concerne la récusation des membres des autorités et des employés communaux.

III. REGISTRES D'IMPÔTS COMMUNAUX

Article 11

¹ Le registre d'impôt communal est établi sur la base du journal de facturation et des copies des bordereaux fournis par le Service des contributions.

² Le teneur des registres d'impôts tient le contrôle de la taxation et de la perception de l'impôt communal afférent aux taxations spéciales ainsi que de la taxe immobilière.

Article 12

Le teneur des registres d'impôts tient un registre spécial pour:

- a) les impôts municipaux extraordinaires (art. 116 LI);
- b) les parts au produit de l'impôt de succession et de donation (art. 37 LISD);
- c) les prestations du fonds cantonal de compensation financière.

Article 13

Les registres d'impôts municipaux renferment les inscriptions nécessaires pour justifier les créances fiscales.

Article 14

Le registre des valeurs officielles tenu par la commune est établi sur la base des données mises à disposition par l'intermédiaire du guichet virtuel sécurisé (art. 7c Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs

de l'Etat et des communes).

Article 15

Le teneur des registres d'impôts conserve les avis de revendication sous forme de registre ou de toute autre manière.

IV. PERCEPTION DES IMPÔTS MUNICIPAUX

Article 16

L'encaissement des impôts municipaux extraordinaires fait l'objet d'un règlement particulier.

V. DISPOSITIONS PENALES ET FINALES

Article 17

Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de Fr. 1'000 au plus. Le conseil communal prononce les amendes selon les dispositions du décret sur le pouvoir répressif des communes du 6 décembre 1978.

Article 18

Le présent règlement abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires, en particulier le règlement communal d'impôt du 02.09.1991

Article 19

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le service des communes, à la date fixée par le conseil communal.

Ainsi délibéré par le conseil général de Les Bois , le.....

Au nom de du Conseil général

La Présidente :

Le Secrétaire :

Marianne Guillaume

Claude Gagnebin

Certificat de dépôt

Le secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai légal de vingt jours avant et vingt jours après la réunion du Conseil général du XX décembre 20XX.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel.

Aucune opposition n'a été formulée pendant le délai légal.

Le secrétaire communal :

Les Bois , le.....

Approuvé par le service des communes le :

(Veuillez laisser blanc svpl)

Discuter et approuver la modification des articles 9, 10 et 13 du tarif de l'eau

Lors de sa dernière séance, le Conseil général a approuvé la motion présentée par Monsieur Boni intitulée motion 60 m3, motion qui demandait l'abolition du forfait de 60 m3 calculé dans l'établissement de la facture d'eau. La commission « Services-communiaux » a établi un projet de modification du tarif de l'eau afin d'introduire cette nouvelle façon de facturer la consommation d'eau.

Avec une simulation faite sur la base de la consommation d'eau pour l'année 2013 qui tient compte de l'introduction d'une taxe de base de Fr. 45.-/raccordement ou logement, le Service des eaux encaisserait la somme de Fr. 24'705.-.

La notion de raccordement ou logement est interprétée comme suit :

- 1 raccordement sans logement
(p.ex abreuvoir, fontaine, etc) = 1 taxe de base
- 1 raccordement d'une maison familiale = 1 taxe de base
- 1 raccordement d'une maison à 2 logements = 2 taxes de base
- 1 raccordement d'une maison à 3 logements = 3 taxes de base ainsi de suite
(maximum 10 logements)
- 1 entreprise ou ferme non habitée = 1 taxe de base pour entreprise
en fonction de la
consommation
- 1 raccordement d'une maison avec atelier
(p.ex. boucherie, ferme habitée) = 1 taxe de base mixte qui tient
compte du nombre
d'appartements et de la
consommation d'eau.

Cette manière de faire permet d'atténuer les disparités qui résulteraient de l'application de ce nouveau tarif et qui avantage les grands consommateurs d'eau.

La simulation a été réalisée en tenant compte d'une diminution de la taxe d'eau de 30 cts/m3.

Ce sont 175 abonnés qui verront leur facture d'eau diminuer dans une proportion allant de Fr. -.10 à Fr. 470.- et 216 qui la verront augmenter dans une proportion allant jusqu'à Fr. 380.-.

Suite à la procédure de consultation, seuls deux partis ont pris position, l'un étant enclin à renoncer à l'introduction de cette taxe de base, l'autre proposant l'introduction d'une taxe de base plus restreinte sans modification du prix du m3 d'eau.

Aussi, le Conseil communal présente-t-il son projet tel qu'il l'a élaboré. Il appartiendra de toute façon au Conseil général de définir le montant de la taxe de base lors de l'examen du budget.

Version actuelle

Emolument de consommation

a) émolument de base

Article 9

Pour chaque abonnement ou logement raccordé au service des eaux, on calculera une consommation minimale de 60 m3.

b) émolument de consommation

Article 10

Le prix du m3 d'eau est fixé par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget conformément à l'art. 59 alinéa 1 du règlement concernant l'alimentation en eau.

Renchérissement

Article 13

L'émolument de base relatif à la location du compteur ainsi que l'émolument de consommation est fixé sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation selon la table de 2005, valeur 100 au 31.12.2005. Chaque fois que l'indice suisse des prix à la consommation augmentera de 5 points, le Conseil général décidera, dans le cadre de l'adoption du budget, de l'adaptation proportionnelle de ces émoluments.

Nouvelle version

Emoluments

a) Taxe de base

Article 9

Une taxe de base est perçue pour chaque abonnement ou logement raccordé au service des eaux indépendamment du volume d'eau consommé. Cette taxe est fixée par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

b) émolument de consommation

Article 10

Un émolument de consommation est perçu pour chaque abonnement ou logement raccordé au service des eaux. Le prix du m3 d'eau est fixé par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget conformément à l'art. 59 alinéa 1 du règlement concernant l'alimentation en eau.

Renchérissement

Article 13

L'émolument de base relatif à la location du compteur est fixé sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation selon la table de 2005, valeur 100 au 31.12.2005. Chaque

fois que l'indice suisse des prix à la consommation augmentera de 5 points, le Conseil général décidera, dans le cadre de l'adoption du budget, de l'adaptation proportionnelle de ces émoluments.